



## Forum Mondial

**« Revitaliser le mouvement anti-esclavagiste moderne : Permettre des réponses locales - coordonner des solutions mondiales »**

---

Priorités régionales pour 2021

[www.freedomfromslaveryforum.org](http://www.freedomfromslaveryforum.org)

Parrainé par :



Organisé par :





## Table de matières

---

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Priorités africaines</b>	<b>4</b>
<b>Priorités asiatiques</b>	<b>9</b>
<b>Priorités latino-américaines</b>	<b>14</b>
<b>Priorités de la région MENA</b>	<b>18</b>
<b>Priorités pour l'Europe, l'Amérique du Nord et les Caraïbes</b>	<b>23</b>
<b>Priorités européennes</b>	<b>26</b>
<b>Priorités nord-américaines</b>	<b>27</b>
<b>Priorités des Caraïbes</b>	<b>28</b>

Parrainé par :



Organisé par :





## Introduction

Ce document sert d'aperçu des priorités régionales établies lors des cinq forums régionaux tenus en 2021 concernant la question de l'esclavage moderne en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans la région MENA, en Europe, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes. Compte tenu de l'objectif du Forum mondial Freedom From Slavery 2021 à Marrakech, au Maroc, les priorités serviront de base de connaissances pour définir les priorités mondiales. Sur la base de celles-ci, l'objectif sera de trouver des solutions régionales et globales qui pourront être mises en œuvre par le mouvement anti-esclavagiste au cours des trois prochaines années.

Tous les participants au forum sont actifs dans au moins une des régions. Afin d'engager les discussions, Libérez les Esclaves encourage tous les participants à lire ce document afin de comprendre les priorités dans les régions où ils ne sont pas actifs. Cela permettra de disposer d'un socle commun de connaissances au début du forum afin d'encourager des discussions fructueuses.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités africaines

### Aperçu

Tout au long du Forum, les ateliers se sont concentrés sur la discussion de plusieurs facettes du mouvement anti-esclavagiste, y compris les vulnérabilités qui exacerbent l'esclavage et les solutions possibles qui devraient être des priorités pour les leaders du mouvement à l'avenir. Bien que venant d'horizons et de contextes nationaux différents, les participants ont été assez unanimes pour discerner et définir les problèmes qu'ils considèrent comme les plus menaçants pour la liberté dans leur région.

### Domaines d'action prioritaires

Les participants ont identifié plusieurs domaines prioritaires, dont beaucoup étaient interconnectés. Un grand nombre de ces domaines ont été exacerbés par la pandémie mondiale **COVID-19**. Par exemple, la grande majorité des participants ont souligné l'augmentation des niveaux de pauvreté et de chômage résultant du COVID-19, en particulier parmi les populations travaillant dans les secteurs informels de l'économie. Cette situation a entraîné une augmentation de plusieurs autres types d'exploitation, car davantage de personnes avaient besoin de moyens alternatifs pour joindre les deux bouts.

Les jeunes filles et les jeunes garçons sont devenus de plus en plus **vulnérables à l'exploitation** en raison des facteurs combinés que sont le déménagement des **écoles en ligne** et l'impossibilité d'avoir un accès constant à l'éducation, et la plus grande stabilité économique de leurs parents. Ce changement s'est manifesté de plusieurs manières. La mendicité dans la rue, en particulier par les enfants, est en hausse et constitue un indicateur visible de l'exploitation et de la pauvreté des enfants.

En outre, la **prostitution forcée** des jeunes filles par leurs parents pour des raisons économiques a augmenté, tout comme les problèmes connexes d'achat de services et de proxénétisme. De même, dans certaines régions, il y a plus de jeunes filles dans les maternités que dans les écoles, un phénomène exacerbé par la pandémie de

Parrainé par :



Organisé par :





COVID-19 et les conditions dangereuses des voies d'enseignement traditionnelles. Il existe également un phénomène selon lequel les enfants sont plus susceptibles d'être exploités dans les maisons closes et les maisons de passe.

**Les femmes et les filles** ont été confrontées à de plus grands défis en matière de liberté, la **violence et le harcèlement** à leur encontre étant devenus plus importants. Dans le même ordre d'idées, l'exploitation des femmes dans les mines, y compris l'exploitation et l'esclavage sexuel des filles dans les mines et l'utilisation de femmes enceintes dans le travail minier, ont tous été notés comme des domaines qui doivent devenir prioritaires à l'avenir.

### Actions prioritaires pour le Mouvement africain

En plus d'identifier les domaines prioritaires sur lesquels le mouvement devrait travailler, les participants ont également identifié les actions les plus pressenties pour résoudre ces problèmes.

Presque tous les participants ont noté qu'il est nécessaire de **sensibiliser** le grand public avec une **approche communautaire**. Étant donné que dans la plupart des communautés locales, les formes modernes d'esclavage sont peu connues, faute de vulgarisation et de sensibilisation, il y a une grande marge de progression dans ce domaine. En outre, la **recherche** fait partie intégrante de la définition du problème de l'esclavage moderne. Les participants ont noté que cela devrait être fait davantage au niveau national et sous-régional pour permettre la cohérence des politiques de lutte contre l'esclavage moderne.

Dans le même ordre d'idées, il a été noté qu'une plus grande attention doit être accordée aux **actions gouvernementales** qui ont eu un impact négatif sur la lutte contre l'esclavage moderne en raison de la réponse à la pandémie de COVID-19. Malheureusement, en raison de l'urgence de santé publique, de nombreux pays ont révisé leurs budgets nationaux et locaux pour diriger les fonds d'autres travaux publics vers les secours liés à la pandémie. Cependant, cela a laissé des infrastructures essentielles sous-financées ou non financées tout au long de la pandémie, augmentant encore le nombre de personnes vulnérables à l'esclavage et à l'exploitation. Parmi les

Parrainé par :



Organisé par :





infrastructures touchées, on peut citer : la lenteur des procédures d'indemnisation des victimes rapatriées sans avoir reçu de fonds, ce qui les rend à nouveau vulnérables à l'esclavage moderne pour joindre les deux bouts ; la difficulté accrue pour les centres d'accueil de prendre en charge les victimes en raison de la diminution des fonds, ce qui laisse davantage de victimes sans assistance ; et les fonds gouvernementaux habituellement donnés aux projets des OSC ont été redirigés vers des organisations qui se concentrent uniquement sur le COVID-19.

Les participants ont également insisté sur le fait que les **médias** doivent s'engager davantage et qu'ils doivent être plus conscients des actions du mouvement antiesclavagiste dans son ensemble ainsi que des acteurs individuels à un niveau plus local. Les journalistes et les entreprises de médias peuvent jouer un rôle essentiel dans le mouvement en envoyant les bons messages aux communautés et en attirant l'attention des donateurs sur les organisations et les dirigeants qui font un travail remarquable pour renforcer la liberté. Les médias peuvent également jouer un rôle de catalyseur dans le renforcement de la résilience des communautés en diffusant des informations et des connaissances sur les formes d'esclavage moderne de manière fiable et informative.

Il a également été mentionné que les **systèmes communautaires**, tels que les économies informelles locales, les systèmes de parenté et la mise en commun des ressources communautaires, devraient être utilisés comme des mécanismes clés dans la lutte contre l'esclavage moderne, en particulier aux niveaux local et régional. Ces systèmes existent en raison de l'absence de filets de sécurité formels qui permettraient de se protéger contre les vulnérabilités qui conduisent à l'esclavage moderne et à l'exploitation. Cependant, en raison de leur existence en dehors des systèmes gouvernementaux traditionnels, ils sont souvent négligés en tant que partenaires du mouvement anti-esclavagiste. Au contraire, les gouvernements locaux et nationaux devraient s'engager auprès de ces acteurs et s'efforcer de les rendre aussi résilients que possible, en veillant à ce que les personnes en marge de la société qui sont les plus vulnérables à l'esclavage puissent être atteintes et aidées. Cela est d'autant plus nécessaire pendant la pandémie de COVID-19, car ces systèmes locaux, du fait qu'ils ont été créés par et à partir des communautés locales, seront donc les plus connectés

Parrainé par :



Organisé par :





et les plus fiables pour les membres vulnérables de la communauté, notamment en ce qui concerne les initiatives de santé publique.

## Actions prioritaires pour le Mouvement international

En plus de déterminer les actions prioritaires pour le mouvement antiesclavagiste africain, les dirigeants ont également identifié les actions du mouvement mondial qui leur seraient les plus bénéfiques, car ces mouvements ne travaillent pas isolément les uns des autres.

De nombreux participants ont noté que le COVID-19 a rendu la société particulièrement vulnérable, mais que les **fonds** n'étaient pas affectés de la manière la plus efficace. En fait, en raison des révisions budgétaires dans certains pays, les programmes de lutte contre l'esclavage, en particulier ceux axés sur la prévention et les services, étaient sous-financés. Par conséquent, les victimes et les survivants ne recevaient pas l'aide et les ressources nécessaires pour résister à l'esclavage et à l'exploitation. Alors que les gouvernements se sont détournés du financement des efforts de lutte contre l'esclavage, même involontairement, les leaders de la lutte contre l'esclavage ont noté que les donateurs non gouvernementaux n'intervenaient pas pour combler adéquatement ce manque de financement. Ils ont noté une réticence des donateurs à verser des fonds en raison de leurs déplacements limités pour la supervision et de la limitation des livrables en personne. Pour les projets en cours déjà financés, cette restriction a entraîné une réduction du nombre de participants aux activités, car les difficultés d'accès à Internet des publics cibles et les restrictions concernant les réunions en personne ont dissuadé de nombreux donateurs de prolonger le financement.

Outre le besoin d'un soutien accru de la part des donateurs, les dirigeants des mouvements ont également demandé un soutien international plus important pour renforcer les **capacités** de leurs gouvernements aux niveaux supérieurs. Les participants ont noté que leurs gouvernements avaient besoin d'un **soutien international et interrégional** plus important pour couper les réseaux sophistiqués et mondiaux de traite des êtres humains et les routes migratoires. Plus précisément, ils ont noté qu'une **coopération** accrue était nécessaire dans des domaines tels que la

Parrainé par :



Organisé par :





sécurité, les poursuites judiciaires, le contrôle des frontières et les politiques commerciales.

Enfin, les participants sont presque unanimement d'accord pour dire qu'il doit y avoir un **engagement** plus important entre les dirigeants des mouvements africains et les dirigeants des mouvements internationaux. Ils espèrent que ce partenariat renforcé permettra d'intégrer davantage leur expertise dans des actions plus larges, qui seront plus transrégionales, de plus grande envergure et plus efficaces par nature.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités asiatiques

### Aperçu

Tout au long du Forum, les ateliers se sont concentrés sur la discussion de plusieurs facettes du mouvement anti-esclavagiste, y compris les vulnérabilités qui exacerbent l'esclavage et les solutions possibles qui devraient être des priorités pour les leaders du mouvement à l'avenir. Bien que venant d'horizons et de contextes nationaux différents, les participants ont été assez unanimes pour discerner et définir les problèmes qu'ils considèrent comme les plus menaçants pour la liberté dans leur région. Afin d'aider à orienter les discussions, il a été demandé aux participants de classer leurs priorités en fonction de trois publics principaux : l'Alliance 8.7 et le mouvement mondial de lutte contre l'esclavage moderne ; les responsables gouvernementaux asiatiques ; et les acteurs du secteur privé et de la société civile de la région. Ces recommandations et priorités sont détaillées ci-dessous. Il convient de noter que la collaboration croisée entre les secteurs et les entités a été mise en avant dans les trois catégories, ce qui la place clairement au premier plan de la discussion et constitue la principale priorité identifiée par les participants.

### Actions prioritaires liées à l'Alliance 8.7 et au Mouvement mondial

Les participants ont formulé des recommandations prioritaires pour le mouvement mondial ainsi que pour l'Alliance 8.7, qui incarne ce mouvement aux niveaux gouvernemental et international. Ils ont souligné que la collaboration entre les gouvernements, les organismes régionaux, les syndicats, les OSC, les universitaires et les prestataires de services fait défaut et entrave les efforts individuels de lutte contre l'esclavage moderne dans toute la région. Il a été noté qu'une plus grande **collaboration au niveau mondial** permettrait de renforcer les protocoles relatifs à la **sécurité des frontières**, d'accroître et d'accélérer l'**identification des victimes** et de mettre en place des mesures de prévention plus réalistes, ce qui profiterait aux populations vulnérables les plus exposées à l'esclavage moderne ou à la traite des êtres humains.

Parrainé par :



Organisé par :





Les participants ont également recommandé aux gouvernements de tirer parti des **avancées technologiques** et d'investir davantage dans ce domaine. Ils ont indiqué que la technologie pourrait être mieux intégrée et incorporée dans les programmes individuels ainsi que dans les processus de collaboration entre les gouvernements et les frontières.

Les participants au Forum ont partagé de nombreuses recommandations à l'intention des gouvernements concernant la manière dont les projets sont créés, financés et au niveau mondial. Pour que les **projets menés par les OSC** aient plus de succès et d'impact, les OSC ont recommandé que les gouvernements, en particulier ceux qui font régulièrement du **financement** des projets de lutte contre l'esclavage une priorité, modifient les appels de fonds afin de mettre en avant et de soutenir les programmes de soins tenant compte des traumatismes qui reposent fortement sur la création de partenariats avec les survivants. Les OSC ont également indiqué que les gouvernements pourraient faire un bien meilleur travail de **sensibilisation** dans les communautés locales sous la forme de subventions et de programmes de collaboration, en plus de la voie normale qui consiste à passer par les grandes organisations dans une approche de ruissellement. En outre, les donateurs devraient **communiquer** davantage afin de s'assurer que les OSC sont conscientes des exigences de conformité et de favoriser les réseaux d'OSC où les bénéficiaires de subventions pourraient apprendre les uns des autres. Les participants ont également noté que les projets à long terme devraient faire l'objet d'un examen continu par le gouvernement afin de s'assurer qu'ils continuent à s'attaquer aux causes profondes les plus récentes qui affectent les populations vulnérables en temps réel.

En outre, les participants ont formulé plusieurs recommandations centrées sur l'Alliance 8.7 et le processus des pays pionniers. Ils ont noté qu'il était de plus en plus nécessaire de faire adhérer davantage de pays à l'**Alliance 8.7** et de formaliser leurs engagements à mettre fin à l'esclavage moderne sur une scène mondiale. Il a été recommandé que les OSC des pays Pathfinder actuels de la région (comme celles du Vietnam et du Népal) partagent leurs **meilleures pratiques** sur la manière de faire pression sur les gouvernements non Pathfinder pour qu'ils adhèrent à l'Alliance 8.7. En retour, il a été souligné que les OSC devraient suivre de près les pays Pathfinder actuels afin de

Parrainé par :



Organisé par :





s'assurer qu'ils progressent effectivement dans la réalisation des engagements qu'ils ont promis de prendre à la suite de leur participation à l'Alliance 8.7.

## Actions prioritaires concernant les gouvernements asiatiques et les dirigeants des mouvements asiatiques

La deuxième série de recommandations formulées par les participants s'applique spécifiquement aux gouvernements asiatiques et aux dirigeants du mouvement antiesclavagiste asiatique. Ces acteurs sont particulièrement importants pour mettre fin à l'esclavage moderne, étant donné le large éventail d'actions qu'ils peuvent entreprendre.

Comme indiqué précédemment, la recommandation numéro un pour les gouvernements asiatiques et le mouvement antiesclavagiste asiatique était une collaboration accrue, entre eux, mais surtout avec les OSC et les organes gouvernementaux nationaux et locaux.

Outre une **collaboration** accrue, le renforcement du **soutien** et des capacités figurait en tête de la liste des priorités établie par les participants. Ils ont noté qu'un **renforcement des capacités** des travailleurs gouvernementaux de première ligne leur permettrait non seulement de mieux reconnaître les personnes vulnérables ou les victimes, mais les rendrait également plus susceptibles d'intervenir en leur faveur. Les participants ont discuté du fait qu'un soutien accru est également nécessaire pour les migrants et les travailleurs à l'étranger, en particulier pendant la pandémie, qui s'est avérée être une période extrêmement éprouvante et difficile pour tous les types de groupes, mais surtout pour ceux qui étaient déjà vulnérables à l'esclavage moderne avant la pandémie. Avec un nombre croissant de personnes économiquement défavorisées et à la recherche d'un travail avec moins d'emplois disponibles et des obstacles plus importants pour voyager, la traite des êtres humains et l'exploitation du travail ont augmenté dans la région. Il est nécessaire de renforcer la collaboration dans les efforts de soutien et de déployer un effort plus concerté pour aider ces populations nouvellement vulnérables. Les participants ont souligné que l'inclusion des **programmes de rétablissement**, des soins de santé et des programmes de logement

Parrainé par :



Organisé par :





dans ce soutien serait une utilisation efficace des ressources gouvernementales à l'heure actuelle.

Dans le même ordre d'idées, il a été souligné que les pays asiatiques devaient s'**unir** davantage, et pas seulement collaborer, notamment en ce qui concerne les lois et les politiques. Il a été noté que le manque **de coordination des cadres juridiques ou des politiques** crée un réseau confus pour les travailleurs migrants potentiels, ce qui les rend plus vulnérables à l'exploitation.

Non seulement la coordination entre les pays doit être renforcée, mais il faut aussi une **coopération accrue entre le gouvernement et le secteur privé**, notamment pour la création de lois et de réglementations du travail. Si les deux parties sont sur la même longueur d'onde dès le départ, il y a moins de place pour les mauvaises pratiques ou la confusion qui pourraient conduire à la traite et à l'exploitation.

Le patchwork de cadres juridiques constitue également un obstacle à l'accès des victimes et des procureurs, qui continuent à les exploiter longtemps après qu'elles ont été sauvées. Il faut se concentrer davantage sur la **poursuite** des trafiquants et des exploiters, tout en améliorant l'**accès des victimes et des survivants au système juridique**. Dans le même ordre d'idées, il a été noté que les **programmes de réintégration** doivent constituer une partie complémentaire de ce processus, en veillant à ce que les survivants disposent des ressources et du traitement nécessaires pour rester résistants à une nouvelle exploitation et à la traite.

Dans cet ordre d'idées, les participants ont noté que l'ANASE et l'ASACR devraient envisager de se concentrer sur des cadres juridiques plus larges et plus englobants, ainsi que sur le renforcement des mécanismes de mise en œuvre de ces lois et politiques.

Voici quelques recommandations à l'intention de certains gouvernements :

- Le Népal devrait créer et adopter une procédure opérationnelle standard pour le rapatriement et la réhabilitation.
- L'Inde devrait adopter le projet de loi sur la traite des êtres humains qui a été rédigé et proposé.

Parrainé par :



Organisé par :





## Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

Les participants ont également formulé de nombreuses recommandations à l'intention du secteur privé et des acteurs de la société civile dans la lutte contre l'esclavage moderne, la principale d'entre elles étant une **collaboration** et un **soutien** accrus. Il a été noté que la priorité accordée au **renforcement des capacités** des organisations de base, notamment en ce qui concerne l'amélioration des connaissances sur les soins tenant compte des traumatismes, profiterait grandement au mouvement. Les OSC devraient se donner pour priorité de partager leurs meilleures pratiques et leurs réussites avec d'autres personnes travaillant dans le même domaine, afin de s'assurer qu'un maximum de personnes vulnérables soient aidées ou rendues résilientes à l'esclavage moderne.

Les OSC et les acteurs du secteur privé seraient mieux utilisés par le mouvement en se concentrant davantage sur les **mesures de prévention communautaires** qui renforceraient la sensibilisation à l'esclavage moderne et à l'exploitation au niveau de la base. Ils devraient se concentrer plus intensément sur la prévention des causes profondes et consacrer plus d'efforts à leur propre éducation et à celle du public sur les facteurs d'incitation et les problèmes communautaires les plus susceptibles d'entraîner l'exploitation. C'est dans ce domaine que les OSC pourraient le plus efficacement utiliser et **éduquer** les jeunes leaders de la communauté, en leur donnant les moyens d'être à la fois des défenseurs et plus résistants à l'esclavage moderne. Les survivants, ainsi que les jeunes, devraient être davantage intégrés dans les programmes de lutte contre l'esclavage au sens large..

Il a été noté que si les gouvernements doivent faciliter l'accès aux ressources juridiques, il est également important que les OSC et les acteurs du secteur privé sensibilisent davantage aux politiques et aux lois pertinentes, en mettant l'accent sur la manière d'utiliser les cadres juridiques à leur avantage. De même, la protection des témoins doit être garantie et constituer une priorité pour les OSC qui travaillent dans les espaces de sauvetage et d'autonomisation des survivants du mouvement.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités latino-américaines

### Aperçu

Tout au long du Forum, les ateliers se sont concentrés sur la discussion de plusieurs facettes du mouvement anti-esclavagiste, des vulnérabilités qui exacerbent l'esclavage aux solutions possibles qui devraient être des priorités pour les leaders du mouvement à l'avenir. Bien que venant d'horizons et de contextes nationaux différents, les participants ont été assez unanimes pour discerner et définir les problèmes qu'ils considèrent comme les plus menaçants pour la liberté dans leur région. Afin d'aider à orienter les discussions, il a été demandé aux participants de classer leurs priorités en fonction de trois publics principaux : l'Alliance 8.7 et le mouvement mondial de lutte contre l'esclavage moderne, les chefs de gouvernement latino-américains, et les acteurs du secteur privé et de la société civile de la région. Ces recommandations et priorités sont détaillées ci-dessous. Il convient de noter que l'intégration des perspectives autochtones et des survivants de la traite des êtres humains a été soulignée dans les trois catégories, constituant la principale priorité identifiée par les participants.

### Actions prioritaires relatives à l'Alliance 8.7 et au Mouvement mondial

Les participants ont établi des recommandations prioritaires pour le mouvement mondial ainsi que pour l'Alliance 8.7 en tant qu'incarnation de ce mouvement aux niveaux gouvernemental et international. Avant le Forum, de nombreux participants avaient une connaissance limitée ou nulle de l'Alliance 8.7. Compte tenu du rôle important de l'Alliance 8.7 dans la promotion d'une réponse consolidée et cohérente contre l'esclavage moderne, ils ont recommandé d'accroître les efforts de **sensibilisation** en Amérique latine sur le travail de l'Alliance. Les participants ont également souligné que l'Alliance bénéficierait d'un **système intégré** dans lequel les autres acteurs travaillent conjointement avec l'Alliance et partagent des buts, des objectifs et des activités communs. Cela permettrait d'améliorer la coordination entre un large éventail de parties prenantes. Il est essentiel que tout matériel produit, y compris

Parrainé par :



Organisé par :





celui des acteurs de l'Alliance 8.7, atteigne diverses parties prenantes, en particulier celles qui ne sont pas étroitement liées à ces processus. Par ailleurs, une autre recommandation est de s'assurer que les processus de recherche entrepris sont ancrés dans une perspective de genre.

Dans l'ensemble, il est important qu'au niveau mondial, les perceptions de la traite des êtres humains évoluent pour prendre en compte le rôle d'une large pléthore de facteurs, dont la **corruption**. Il faut également mettre l'accent sur les approches transversales et territoriales pour s'attaquer au phénomène, notamment à la traite interne, puisque l'accent semble être mis principalement sur les formes internationales de la traite. Les **communautés autochtones et les survivants**, notamment en Amérique latine, doivent également être associés aux discussions sur la traite des êtres humains. Les approches adoptées doivent tenir compte des **traumatismes** et des victimes et être ancrées dans les expériences des groupes vulnérables afin de protéger les victimes de la traite. Les acteurs du système judiciaire en particulier doivent être impliqués dans les efforts de lutte contre la traite des êtres humains pour une coordination rapide et efficace. Au fond, tous les efforts doivent s'attaquer au problème au **niveau structurel** afin de transformer le système d'exploitation qui permet cette exploitation en premier lieu.

### Actions prioritaires concernant les gouvernements d'Amérique latine

La deuxième série de recommandations que les participants ont étreignées s'applique spécifiquement aux gouvernements d'Amérique latine. Ces acteurs sont particulièrement importants pour mettre fin à l'esclavage moderne, étant donné le large éventail d'actions qu'ils sont en mesure d'entreprendre, notamment au niveau supérieur. Sur le plan conceptuel, les participants ont convenu de la nécessité pour les gouvernements d'aborder la traite des êtres humains sous **l'angle des droits de l'homme**, plutôt que sous celui de la criminalité ou de la sécurité humaine. Il est nécessaire que les gouvernements protègent les droits des victimes de la traite des êtres humains en général, et en particulier ceux des communautés autochtones et ceux qui sont expulsés et ne sont pas examinés en fonction des indicateurs de la traite des êtres humains. Parmi ces groupes vulnérables, il est nécessaire d'établir des **mécanismes** solides pour **identifier les victimes** et assurer leur protection.

Parrainé par :



Organisé par :





En particulier dans le contexte de la pandémie de **COVID-19**, où l'attention des gouvernements a été détournée, il est essentiel que le gouvernement place la traite des êtres humains à l'ordre du jour. Les participants ont indiqué qu'il était nécessaire que les gouvernements suivent les **meilleures pratiques** des pays d'Amérique latine qui sont à la pointe de la lutte contre l'esclavage moderne, comme le Costa Rica. Cela peut se faire en **allouant des ressources spécifiques** à la lutte contre la traite des êtres humains et en introduisant des politiques fiscales pour rassembler les ressources. Les gouvernements doivent également favoriser un environnement **interinstitutionnel**, dans lequel diverses parties prenantes, telles que les prestataires de services et le système judiciaire, peuvent protéger les droits des victimes grâce à une réponse bien coordonnée. Cela peut se faire par la mise en place de mécanismes efficaces de coordination comportant des éléments judiciaires et politiques. Un participant a souligné la nécessité d'un **code pénal standard** pour combattre toutes les formes d'exploitation.

### Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

Les participants ont également formulé de nombreuses recommandations à l'intention des acteurs de la société civile et du secteur privé dans le cadre de la lutte contre l'esclavage moderne, la principale étant **une collaboration accrue entre les organisations et les autorités** en matière de protection et d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains. Il est également nécessaire que ces acteurs prennent en compte les communautés autochtones.

La société civile bénéficierait de l'établissement d'un **plan de plaidoyer** avec des lignes directrices et des stratégies pour les organisations de la société civile afin d'engager le gouvernement concernant les politiques nationales entourant la traite des êtres humains. Cela favoriserait une meilleure synergie entre la société civile et le gouvernement et garantit que les efforts de plaidoyer ont un impact maximal. Les dirigeants et les activistes devraient également faire pression sur le gouvernement pour qu'il donne la priorité aux questions de traite des êtres humains et les mette au premier plan de l'agenda public.

Parrainé par :



Organisé par :





Les participants ont également recommandé une **responsabilité sociale accrue des entreprises**, qui responsabilise les acteurs et répond aux besoins des victimes. Ils ont également appelé à un rôle plus important des organismes internationaux en matière de coordination et de médiation entre les acteurs gouvernementaux et ceux de la société civile. Pour **le monde universitaire**, les participants ont suggéré un engagement accru sur le terrain ("sur le terrain"), une collaboration accrue avec les acteurs de la société civile et une meilleure intégration du monde universitaire et de la société civile.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités de la région MENA

### Aperçu

Tout au long du Forum, les participants ont acquis des connaissances sur de nombreux sujets liés à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains dans la région MENA. Le dernier jour s'est conclu par un atelier au cours duquel les participants ont discuté des priorités pour la région. Les recommandations sont énumérées ci-dessous dans le but d'élaborer un programme pour le mouvement régional.

### Actions prioritaires relatives à l'Alliance 8.7 et au Mouvement mondial

Compte tenu des problèmes abordés lors du forum, diverses recommandations ont été formulées sur la manière de lutter contre l'esclavage moderne au niveau mondial. Sur le plan juridique, il est nécessaire de mettre en place des **mécanismes efficaces de révision** des conventions internationales. Bien qu'elles existent sur le papier, la réalité est que de nombreuses violations des droits de l'homme, illégales au regard du droit international, passent encore inaperçues. Un moyen possible d'y parvenir serait d'introduire un processus d'examen par les pairs dans lequel les pays s'évaluent mutuellement sur leur application des conventions internationales.

Une autre recommandation qui a fait surface est le développement d'une **base de données internationale** pour recueillir des données sur les crimes afin de comprendre les tendances, les causes profondes et les outils efficaces. Cela permettrait une analyse plus détaillée des abus en cours et aiderait les parties prenantes à s'attaquer aux problèmes en coopération. **Delta 8.7** peut servir d'organe international pour faire avancer le développement dans ce domaine, car il étudie en permanence les tendances actuelles et teste des hypothèses de solutions efficaces.

En outre, les participants ont souligné que la **collaboration** entre les gouvernements, les organismes régionaux, les syndicats, les OSC, les universitaires et les prestataires de services fait défaut et entrave les efforts individuels de lutte contre l'esclavage moderne dans toute la région. Il a été noté qu'une plus grande collaboration au niveau

Parrainé par :



Organisé par :





mondial permettrait de **renforcer les protocoles**, ce qui profiterait aux populations vulnérables exposées à l'esclavage moderne.

Les participants ont également souligné la nécessité pour les gouvernements du monde entier de **sensibiliser les populations aux vulnérabilités de la traite** ; une plus grande sensibilisation dans les pays d'origine peut empêcher les migrants de devenir des victimes. En outre, le **soutien aux groupes vulnérables** en ce qui concerne les offres et les contrats qu'ils peuvent recevoir pour migrer vers le CCG peut contribuer à contrecarrer les failles juridiques qui pourraient autrement être utilisées pour exploiter les migrants.

Une autre recommandation formulée au cours du forum est la mise en place d'une **ligne d'assistance internationale** pour les victimes d'exploitation et d'esclavage moderne. Cela nécessite que toutes les parties prenantes travaillent en étroite collaboration.

### Actions prioritaires concernant les gouvernements de la région MENA et les dirigeants du mouvement MENA

La deuxième série de recommandations que les participants ont conservée s'applique spécifiquement aux gouvernements de la région MENA et aux dirigeants du mouvement antiesclavagiste de cette région. Ces acteurs sont particulièrement importants pour mettre fin à l'esclavage moderne, étant donné le large éventail d'actions qu'ils peuvent entreprendre.

Pour commencer, une recommandation importante pour les gouvernements de la région MENA et le mouvement antiesclavagiste de la région MENA était une **collaboration accrue**, entre les gouvernements des pays, ainsi qu'avec les OSC et les organes gouvernementaux nationaux et locaux. Quelques pays ont été cités en exemple (le Soudan, l'Égypte, entre autres).

Parallèlement à une collaboration accrue, le **renforcement du soutien et des capacités** figurait en tête de la liste des priorités identifiées. Les participants ont noté qu'un renforcement des capacités des travailleurs gouvernementaux de première ligne leur permettrait non seulement de mieux reconnaître les personnes vulnérables ou les

Parrainé par :



Organisé par :





victimes, mais les rendrait également plus susceptibles d'intervenir en leur faveur. Il s'agit notamment d'identifier les cas potentiels de suicide chez les travailleurs migrants en raison de la pandémie. En outre, les capacités des travailleurs migrants à reconnaître la traite doivent être renforcées après la migration afin d'empêcher leur exploitation. Une autre recommandation importante consiste à reconnaître le rôle des OSC locales dans l'aide apportée aux travailleurs migrants en matière de **traduction** (notamment de leurs contrats). Les contrats et autres documents juridiquement contraignants sont fournis uniquement en arabe, ce qui augmente les risques d'exploitation en raison d'un manque de compréhension. En général, une **approche communautaire** pour mettre fin à l'exploitation a été recommandée tout au long du forum. Cela inclut la nécessité d'éduquer les communautés afin de réduire les stigmates et les obstacles à la réintégration.

En ce qui concerne la position des travailleurs migrants dans le système de la kafala, il a été jugé nécessaire que les dirigeants des mouvements locaux informent les travailleurs migrants de leurs droits dans le cadre de ce système. En les aidant à **accéder au système judiciaire**, les violations des droits de l'homme peuvent être évitées. En coopérant avec les centres d'aide juridique des pays de destination, les travailleurs migrants peuvent être aidés à obtenir justice. Dans les cas où les migrants sont faussement accusés de vol, il est essentiel d'engager des centres d'aide juridique locaux pour garantir la justice dans ces cas. En outre, les dirigeants de la région MENA doivent faire un effort pour s'unir afin d'abolir, ou du moins de modifier, le système de la kafala. Il s'agit notamment d'offrir une alternative au modèle de résidence qui donne aux travailleurs migrants plus d'indépendance, ainsi qu'une communauté dans laquelle vivre. Pour ce faire, il est également important de trouver des logements abordables pour les travailleurs. En outre, une **formation** et une orientation pour les employeurs, les travailleurs et les agences de recrutement devraient être menées afin d'établir une meilleure relation entre les parties. Une **liste noire** des employeurs pourrait contribuer à atténuer l'impunité dans le CCG et la sensibilisation des employeurs (membres du ménage) aux droits des travailleurs domestiques ainsi qu'une communication claire entre les deux parties en ce qui concerne les détails du contrat (jours de vacances, heures de travail, ce sur quoi travailler, ...) y contribuent également.

Parrainé par :



Organisé par :





Néanmoins, le rôle du gouvernement est déterminant, car les leaders des mouvements de la région MENA ne peuvent pas résoudre seuls le problème du manque de logement et de garde d'enfants. En outre, les gouvernements doivent mettre en œuvre les **réformes juridiques et politiques** nécessaires pour un système transformé qui empêche l'exploitation des travailleurs migrants. Il est donc crucial pour tous les pays du CCG de protéger les travailleurs migrants dans leur législation du travail, ainsi que dans tous les autres cadres juridiques qui sont liés au problème de l'esclavage moderne. Cela peut se faire par l'introduction de lois contre la discrimination envers les travailleurs migrants et les groupes vulnérables et par la rectification des définitions et du langage juridique entourant l'exploitation afin de protéger au mieux les droits des travailleurs migrants.

En outre, les participants ont souligné l'importance d'**impliquer les ambassades** dans les pays du CCG pour soutenir les travailleurs migrants. Cela concerne aussi bien les réformes juridiques décrites ci-dessus que la coopération avec les OSC locales. Les ambassades peuvent être mises à contribution pour garantir que les travailleurs migrants aient accès aux passeports ou aux documents nécessaires. En communiquant avec les employeurs, les ambassades peuvent également identifier les cas de violation des droits de l'homme et d'exploitation. En outre, les ambassades peuvent servir d'intermédiaires entre les OSC et les travailleurs migrants en communiquant avec les familles des victimes dans leur pays d'origine.

Une dernière recommandation était la **création de comités de travailleurs** pour s'assurer que les voix des travailleurs migrants soient entendues. Cela impliquerait également la mise en œuvre de réformes juridiques, car de nombreux pays du CCG interdisent actuellement cette création, et une collaboration renforcée entre les divers acteurs, notamment les militants, les victimes et les survivants.

## Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

Les participants ont également formulé de nombreuses recommandations à l'intention du secteur privé et des acteurs de la société civile dans la lutte contre l'esclavage moderne, la principale d'entre elles étant d'accroître la **collaboration** et le **soutien**.

Parrainé par :



Organisé par :





En général, les OSC sont les principaux acteurs qui soutiennent les travailleurs migrants en matière d'éducation aux droits et d'accès au système judiciaire. Cependant, les organisations internationales peuvent également prendre des mesures appropriées en coopérant avec les OSC locales et en **mettant en commun leurs ressources** pour un impact maximal.

Compte tenu de la nécessité de **sensibiliser aux conventions internationales** qui s'appliquent aux crimes d'esclavage moderne, les OSC peuvent servir d'éducateurs pour les juges et les avocats qui peuvent alors à leur tour aider les victimes à accéder à la justice. Les **médias** peuvent également jouer un rôle important en engageant non seulement l'élite juridique, mais aussi le public. En outre, les participants ont recommandé aux OSC de s'engager à former des personnes aux aspects techniques des enquêtes et des poursuites afin d'augmenter le nombre d'affaires effectivement traitées. À l'heure actuelle, ce nombre est alarmant, ce qui signifie que la plupart des travailleurs migrants victimes d'abus n'obtiennent jamais justice.

En ce qui concerne le secteur privé, les entreprises sont largement responsables du recrutement et doivent respecter les principes des Nations unies et éradiquer l'esclavage moderne. Bien que des organismes comme l'OIM sensibilisent les entreprises et les agences de recrutement aux problèmes de la traite des êtres humains, il faut faire davantage. Le système international d'intégrité du recrutement (IRIS) de l'OIM doit être promu plus fréquemment et mis en œuvre par les agences de recrutement afin de garantir un **recrutement éthique**. Pour obtenir les meilleurs résultats possibles, il est essentiel que toutes les parties prenantes coopèrent et collaborent.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités pour l'Europe, l'Amérique du Nord et les Caraïbes

### Aperçu

Le dernier jour du Forum, un atelier s'est concentré sur la discussion de plusieurs facettes du mouvement anti-esclavagiste, des vulnérabilités qui exacerbent l'esclavage aux solutions possibles qui devraient être des priorités pour les leaders du mouvement à l'avenir. Bien que venant d'horizons et de contextes nationaux différents, les participants ont été assez unanimes pour discerner et définir les problèmes qu'ils considèrent comme les plus menaçants pour la liberté dans leur région. Ces priorités et les recommandations qui en découlent sont détaillées ci-dessous. Afin d'avoir une vue d'ensemble de toutes les priorités, celles-ci ont été divisées en priorités régionales et globales, ainsi qu'une division entre le secteur privé et le secteur public.

### Priorités internationales/principales

Les priorités suivantes peuvent être considérées comme s'appliquant à chacune des régions et à la communauté internationale dans son ensemble.

#### Actions prioritaires relatives à la communauté internationale

La recommandation la plus importante qui peut être mise en œuvre par la communauté internationale, y compris tous les acteurs impliqués, et qui a été répétée à de nombreuses reprises tout au long du Forum, est la nécessité d'une **coopération accrue** entre les États eux-mêmes, entre les États et le secteur privé, et entre les OSC et les dirigeants de mouvements du monde entier, y compris la **création de partenariats public-privé**. L'un des participants a recommandé de renforcer la coopération entre les États en ce qui concerne le **commerce de produits issus du travail forcé**. Si certains États prennent des mesures, le problème ne peut être résolu que si la demande cesse à l'échelle mondiale. En outre, il a été jugé nécessaire

Parrainé par :



Organisé par :





d'investir dans les efforts de collaboration pour éradiquer l'esclavage en incluant d'autres acteurs, tels que les investisseurs, les assurances, les médias et le public.

Regarding the existing global partnership **Alliance 8.7**, who promotes efforts to eradicate modern slavery to meet the UNSDG 8.7 was given the recommendation to provide for better coordination between organizations attempting to comply with the Pathfinder guidelines and international provisions.

Les OSC jouent un rôle important dans la lutte internationale contre l'esclavage moderne et peuvent fonctionner pour coordonner et écouter les voix des victimes. Tout au long du Forum, l'accent a été mis sur la nécessité d'**inclure les survivants dans le débat international**, car ce sont eux qui connaissent le problème sur le terrain. Ils peuvent informer les OSC de la situation, qui peuvent ensuite informer les décideurs politiques et s'engager dans le **lobbying** afin d'apporter un changement au niveau public. En outre, compte tenu de l'importance et de la menace croissantes de la **technologie**, il a été recommandé aux OSC de servir d'éducateurs. Elles peuvent travailler avec les familles pour informer les parents sur la meilleure façon de protéger leurs enfants afin qu'ils ne tombent pas dans les pièges des abuseurs sur Internet. Il s'agit notamment de s'assurer que les enfants comprennent qu'ils ne doivent pas être amis avec des personnes qu'ils n'ont pas rencontrées dans la vie réelle, et qu'ils ne doivent pas mettre en ligne des photos que leurs parents n'ont pas vues. Il a été recommandé aux parents d'avoir régulièrement ces conversations avec leurs enfants, d'utiliser le contrôle parental et de prendre le temps de vérifier les téléphones de leurs enfants.

## Actions prioritaires relatives au domaine juridique

D'une manière générale, plusieurs recommandations fortes ont été formulées pour **intégrer les cadres juridiques** afin de parvenir à une plus grande coopération et unité. En ce qui concerne le protocole de Palerme en particulier, il a été jugé crucial de promouvoir les dispositions qu'il contient.

Parrainé par :



Organisé par :





En outre, il a été fortement recommandé à toutes les parties au cadre juridique international de trouver un cadre plus large qui respecte mieux les dispositions et protocoles respectifs afin de punir les auteurs. Une solution suggérée est la création de **groupes de travail** chargés d'élaborer des lois contre la traite des êtres humains dans les projets respectifs et de travailler sur des projets d'assistance législative, ainsi que sur des projets de gestion des connaissances et d'assistance technique. En outre, ces groupes de travail devraient servir d'espace de discussion, de débat et de remise en question des documents juridiques existants, et recommander des instruments internationaux pour la mise en œuvre nationale des dispositions internationales.

Le Forum a établi un problème primordial, celui des écarts entre le cadre juridique national et international dans toutes les régions. Les gouvernements doivent donner la priorité à l'**augmentation des budgets** et à l'investissement dans la **formation institutionnelle** afin de mieux appliquer ces lois. Les participants ont constaté un manque de connaissances concernant le cadre juridique international, en particulier le **protocole de Palerme**, qui doit être résolu afin de poursuivre les auteurs et de tenir les abuseurs responsables. Les OSC peuvent contribuer à combler cette lacune, mais elles ont besoin d'un soutien accru des gouvernements, tant sur le plan financier que logistique. En outre, les gouvernements doivent investir dans la technologie pour bénéficier des opportunités qu'elle apporte sur le terrain. Ainsi, les gouvernements doivent travailler avec les **entreprises de big data** pour mieux comprendre leurs données et trouver un lien entre l'utilisation d'applications et de sites web et la traite des êtres humains.

### Actions prioritaires concernant les entreprises privées

En outre, il a été recommandé à toutes les régions d'impliquer les entreprises dans la lutte contre l'esclavage moderne. Les grandes entreprises intranationales acquièrent un pouvoir de plus en plus grand et cela implique des responsabilités. Les **sociétés Internet**, en particulier, qui gagnent des millions en encourageant les enfants à rejoindre leur plateforme en ligne, doivent être tenues responsables de l'immense responsabilité qui leur incombe d'assurer la sécurité des enfants. Il est donc crucial de les inclure dans la lutte contre l'esclavage moderne. En outre, les entreprises doivent apprendre à gérer le changement de législation à venir concernant les chaînes

Parrainé par :



Organisé par :





d'approvisionnement et l'abandon du travail forcé afin de soutenir cette évolution positive des cadres internationaux et nationaux.

## Priorités européennes

### Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

En se concentrant sur la région de l'Europe, les participants ont accordé une attention particulière à la question de la **prostitution** en tant que forme d'exploitation sexuelle. Il a ainsi été souligné qu'il est important de ne pas tenir compte du consentement lorsqu'on établit un cas d'exploitation sexuelle et de traite des êtres humains qui y est éventuellement liée. Prétendre que ces femmes seraient consentantes aboutit à un blâme de la victime, ce qui ne fait que renforcer la stigmatisation de la prostitution. En outre, il a été mentionné que le **rétablissement des victimes** doit être au premier plan. Cela inclut une offre de travail en dehors du secteur de la servitude sexuelle, ainsi que des avantages pour elles dès qu'elles quittent le domaine, comme la possibilité de louer des maisons, etc. Les OSC et les dirigeants de mouvements peuvent apporter leur aide à cet égard en offrant leurs services et leur expertise, ainsi qu'en sensibilisant les gens aux conséquences du blâme des victimes.

### Actions prioritaires concernant les gouvernements européens

Pour les gouvernements européens, il a été fortement recommandé d'établir un **modèle d'abolitionnisme** concernant la prostitution comme seul modèle fonctionnel pour aider les victimes, principalement des femmes, à sortir de cette situation. Ce modèle prévoit une criminalisation des trafiquants et des acheteurs de sexe, et une décriminalisation des prostituées, qui sont plutôt aidées à sortir de ce milieu. Compte tenu de la mondialisation du trafic humain et sexuel, la seule façon d'arrêter la mafia qui contrôle ce domaine est d'établir des sanctions à son encontre. De cette façon, la mafia devra faire plus de calculs et prendre plus de risques pour trafiquer des femmes à des fins d'abus sexuels. Ce modèle a été mis en œuvre dans certains pays avec des résultats positifs dans la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Parrainé par :



Organisé par :





## Priorités nord-américaines

### Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

Les recommandations les plus importantes faites aux OSC et aux leaders du mouvement anti-esclavagiste étaient toutes liées à **l'implication des survivants** au premier plan du mouvement. L'accent a donc été mis sur le partenariat et le soutien aux organisations dirigées par des survivants, ainsi que sur la nécessité de donner une plus grande voix aux survivants afin qu'ils puissent expliquer leurs expériences et faire pression pour un changement au niveau législatif. Il faut donc veiller à reconnaître l'expérience, l'expertise et les compétences que les survivants apportent avec eux. Il est important de ne pas les mettre dans une bulle, mais de les considérer comme des égaux qui méritent que leur voix soit entendue. En outre, il a été suggéré d'utiliser l'expérience des survivants de la traite et de l'exploitation des êtres humains pour **former et éduquer** les plus jeunes afin de les sensibiliser. En particulier aux États-Unis, il a été souligné que les OSC et les dirigeants doivent prêter attention aux victimes américaines et masculines également, car elles sont souvent oubliées dans les conversations.

En outre, il a été recommandé aux OSC de s'engager dans le **renforcement des capacités** et la **formation**. Il s'agit notamment d'utiliser des outils spécialisés pour enquêter sur le dark web, de former la police et d'autres acteurs législatifs tels que les juges et les procureurs sur la manière dont les preuves numériques sont obtenues et sur la validité de ces preuves devant les tribunaux. En outre, le secteur privé devrait cibler les lacunes persistantes en matière de **responsabilité** et d'application des lois nationales et internationales. Le programme des aliments équitables de la CIW en est un exemple. Dans le même ordre d'idées, les acteurs du secteur privé devraient également inciter les entreprises à conclure des accords juridiques contraignants avec les organisations de travailleurs afin de les protéger contre l'exploitation.

De plus, en ce qui concerne l'acte de lobbying, il a été recommandé d'approcher les gouvernements avec une **approche holistique**. Cela signifie que l'accent doit être mis

Parrainé par :



Organisé par :





sur toutes les formes d'esclavage dans tous les ministères, ce qui permet d'approcher toutes les agences fédérales.

## Actions prioritaires concernant les gouvernements d'Amérique du Nord

Les participants au Forum ont également formulé une série de recommandations à l'intention des gouvernements d'Amérique du Nord. Il a été souligné qu'ils devaient **améliorer l'application de la loi** afin de s'attaquer à l'esclavage moderne. En effet, la situation actuelle peut donner l'impression qu'ils aident, mais la réalité est différente et laisse les victimes sans soutien et dépendantes du secteur privé. Quant aux OSC, les survivants doivent être au premier plan dans le secteur public également. Le gouvernement doit redoubler d'efforts pour établir un meilleur **accès aux mécanismes de plainte** afin de renforcer leur voix. En outre, le gouvernement des États-Unis doit renouveler la **loi sur la protection des victimes de la traite des êtres humains**.

## Priorités des Caraïbes

### Actions prioritaires concernant le secteur privé et les acteurs de la société civile

Les experts de la région des Caraïbes ont lancé un appel aux participants et à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'ils mettent davantage **l'accent** sur les questions de traite dans la région, car elles sont souvent négligées dans le débat actuel. Il a été jugé crucial de mieux comprendre la situation dans la région, non seulement en ce qui concerne les crimes commis, mais aussi en ce qui concerne la culture et sa compréhension de la traite et de l'exploitation. Ainsi, les enfants sont censés aider au sein du foyer, ce qui brouille les limites entre l'aide aux tâches ménagères et le travail forcé. Les leaders du mouvement doivent en être conscients afin de lutter contre l'exploitation **intrafamiliale**. Il est en outre important de réaliser et d'accepter que de nombreux responsables de l'application des lois sont souvent impliqués dans la traite des personnes.

Parrainé par :



Organisé par :





En outre, les OSC devraient s'engager dans différents types de **formation**. Il s'agit notamment de la formation des travailleurs frontaliers afin de détecter la traite des êtres humains dans la région, car il existe un manque persistant de connaissances sur ce à quoi ressemblent ces crimes. Des mesures de migration sûre doivent être prises pour lutter contre l'exploitation, notamment des jeunes filles sans soutien qui voyagent seules. En outre, il est important que les OSC établissent des plans dans le cadre des **conflits et des catastrophes naturelles** qui ne sont pas rares dans la région, car ceux-ci exacerbent souvent l'exploitation. Les participants ont également recommandé aux OSC de coopérer avec les entreprises technologiques afin de créer de nouveaux outils pour identifier les criminels et détecter les abus sexuels en ligne. Un autre facteur important pour lequel les OSC peuvent être d'un grand soutien est l'amélioration de l'**accès à la justice**, en particulier pour les femmes. Le secteur juridique a besoin d'être largement révisé afin de pouvoir enquêter, poursuivre et condamner.

Ces révisions doivent inclure une **interprétation plus large de la notion d'«exploitation»** afin que davantage d'affaires puissent être poursuivies sur cette base. En outre, les juges doivent être formés sur la manière de poursuivre les personnes. Cela inclut la nécessité de faire connaître le protocole de Palerme et les responsabilités légales qu'il englobe. Comme dans les autres régions, il est particulièrement important pour les Caraïbes que la législation nationale soit conforme aux normes internationales. Les OSC peuvent revendiquer leur rôle en informant les législateurs nationaux des changements internationaux et en faisant **prendre conscience** des lacunes du cadre juridique. En outre, il a été recommandé d'ouvrir des procès contre les trafiquants sur d'autres sujets que la traite, comme le commerce des armes ou de la drogue, le cas échéant. Une autre étape importante pour tenir davantage d'auteurs responsables est la nécessité de ne plus s'appuyer sur les témoignages des victimes pour prononcer une condamnation. En outre, la **révision juridique** doit inclure la modification de dispositions telles que celles qui prévoient des peines minimales beaucoup trop élevées pour être acceptées comme une sanction par un juge. Dans de nombreux cas, les affaires sont classées sans suite.

## Actions prioritaires concernant les gouvernements des Caraïbes

Quant aux gouvernements régionaux, les participants ont souligné le besoin général d'une **politique publique plus efficace** et d'une **évaluation du système d'exécution**

Parrainé par :



Organisé par :





**de la loi**, y compris la génération d'un meilleur accès à la justice pour les victimes. La **communication**, les mesures conjointes et les réseaux entre les procureurs, les avocats et les juges sont indispensables et devraient être facilités et encouragés par les gouvernements. Une coordination est nécessaire non seulement entre les institutions publiques, mais aussi entre les différents domaines du droit. La loi contre la traite des personnes n'est pas seulement liée au domaine de la traite des êtres humains. Par conséquent, des mécanismes doivent être suivis pour inclure d'autres domaines, tels que la migration et le contrôle des frontières. Des recommandations supplémentaires ont été formulées pour accroître les efforts visant à traduire la législation existante en mesures pratiques et en actions réelles.

Un autre problème auquel le gouvernement doit s'attaquer est la nécessité d'**augmenter le budget national** et le financement afin de s'attaquer au problème. Par exemple, le gouvernement d'Haïti a budgétisé zéro centime pour ce domaine en 2014. En outre, les gouvernements doivent **lutter contre la pauvreté**, qui est la principale cause de la traite des enfants. En lien avec la traite des enfants, il est important d'**améliorer le système d'accueil** car de nombreux cas d'exploitation et de traite peuvent être trouvés dans ce domaine. Les OSC peuvent contribuer à faciliter tout cela, c'est pourquoi les gouvernements ont été fortement encouragés à coopérer avec le secteur privé.

Les participants ont formulé une recommandation spécifique à l'intention du **gouvernement haïtien**, qui portait sur la nécessité de mentionner, de criminaliser et de punir le crime d'esclavage moderne dans son **code juridique**. A l'heure actuelle, il existe de nombreux concepts qui ont la même signification que l'esclavage moderne mais qui ne sont pas mentionnés dans la législation, ce qui entraîne des vides juridiques qui peuvent être exploités par les abuseurs.

Parrainé par :



Organisé par :

